

La nationalisation d'EDF encore retardée

Article rédigé par *Economie Matin*, le 12 décembre 2022

Source [Economie Matin] : Depuis plusieurs semaines, l'État planche sur un plan pour mener à bien le projet de nationalisation d'EDF. Problème : ce dernier n'est pas bien vu par les actionnaires minoritaires. Ils multiplient les recours judiciaires retardant l'opération.

L'OPA d'EDF prolongée

Le dossier de la [nationalisation](#) prochaine d'EDF commence à patiner. L'État souhaite détenir 100% des parts de l'entreprise. Une manière d'assurer, selon lui, l'indépendance énergétique du pays. Déjà actionnaire majoritaire à 84%, il souhaite racheter les actions manquantes via une OPA. Les contours de cette offre publique d'achat sont déjà connus. Ainsi, l'État propose 12 euros par action. Une somme qui fait bondir les actionnaires minoritaires d'EDF. Ces derniers s'opposent à cette nationalisation, en tout cas à ce tarif.

Depuis plusieurs semaines, ils multiplient les recours judiciaires pour retarder un maximum cette OPA. D'ailleurs, l'autorité des marchés financiers (AMF) vient de leur donner raison. Elle annonce repousser la date de la fin de l'opération. [Dans un communiqué](#), le gendarme de la Bourse explique attendre la fin de la procédure lancée par les actionnaires majoritaires devant la cour d'appel de Paris. En revanche, la nouvelle date de clôture de l'OPA reste inconnue.

Le prix de l'action jugé trop bas

Une première victoire pour les actionnaires minoritaires d'EDF. Pour eux, le tarif proposé par l'État n'est pas assez élevé. Les actions de l'énergéticien valent plus que 12 euros. Pourtant, ce prix est le fruit d'un rapport indépendant commandé par l'État en amont du projet. D'une part, les petits actionnaires souhaitent voir échouer ce projet de nationalisation. D'autre part, ils se disent prêts à discuter avec l'État autour d'un prix de 15 euros par action.

La justice rendra sa décision dans les prochains jours. Des recours resteront encore possibles. Cette OPA pourrait donc encore traîner en longueur alors que des tensions sur l'approvisionnement électrique sont redoutées durant l'hiver. Le bras de fer entre l'État et les actionnaires minoritaires d'EDF est parti pour durer.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)